

Assas

Session : Mai-juin 2018

Année d'étude : Première année de Master Relations internationales

Discipline : Economie politique internationale (4201)

Titulaire(s) du cours : M. Frédéric ZUMER

Document(s) autorisé(s) : aucun.

« Si quelqu'un vous dit qu'il s'est enrichi
par le travail, demandez-lui :
de qui ? » (Groucho ou Alphonse Karr)

En utilisant à bon escient les éléments analytiques précis du cours que vous jugerez utiles – raisonnements économiques, théories d'appui, exemples étudiés ou évoqués, articles de presse et illustrations graphiques – vous commenterez et discuterez d'un point de vue économique les propos suivants, issus d'articles de presse récents. Vous tenterez de porter un jugement et donnerez votre opinion circonstanciée.

Les étudiants traiteront au choix l'un des deux sujets suivants :

Sujet 1 : « Grâce à la bonne conjoncture, tous les indicateurs sont au vert pour l'industrie française. Mais après la saignée des quinze dernières années, la filière a-t-elle encore la taille critique pour tenir la cadence et répondre à l'envolée de la demande ? La question reste posée. » (*Les Echos.fr*, « Pourquoi l'industrie française ne profite pas assez de la reprise », 21/01/2018).

« Le Medef va bientôt perdre l'un de ses meilleurs arguments pour réclamer aux gouvernements de nouvelles «baisses de charges» : le fameux «coût du travail» en Allemagne n'a jamais été aussi proche de celui de la France. Selon Destatis, l'Office allemand de la statistique (l'équivalent de notre Insee national), pour une heure travaillée en 2017 chez nos voisins, les entreprises ont dû déboursier en moyenne 34,50 euros pour l'emploi d'un salarié. Chez nous, ce coût horaire de la main-d'œuvre était l'an passé de 36,80 euros. Soit un écart de 2,30 euros, le plus faible depuis des années. En 2012, il était par exemple de 3,90 euros. En 2016, de 2,90 euros. A ce rythme-là, l'embauche d'un salarié français coûtera donc moins cher que celle d'un même salarié en Allemagne. C'est d'ailleurs le cas dans l'industrie manufacturière depuis 2014. En 2017, l'écart entre les deux pays dans ce secteur-là était de 2,10 euros... en faveur de la France. » («Coût du travail : l'Allemagne rattrape (vraiment) la France », *Libération*, 16 mai 2018).

Sujet 2 : « Q : D'un point de vue économique, aussi, le mouvement sera majeur. Les chiffres donnent le tournis, ils semblent trop beaux pour être vrais.

R : L'activité économique sera bien entendue boostée par ces investissements. Le chantier de construction et les commandes de nouveaux trains – par ailleurs modernes, climatisés, automatiques – va assurer 15.000 emplois directs. Avec les premiers chantiers, nous sommes à 4.500 emplois dont 1.500 dans l'ingénierie. A moyen terme, les projets immobiliers autour des gares seront très importants : nous avons lancé le concours "Inventons la métropole" qui porte sur 220 hectares et 6,5 milliards d'euros d'investissements des promoteurs privés. A long terme, nous savons qu'1 euro investi dans les transports permet la création de 3 euros d'investissements dans le reste de l'économie. En 2030, grâce à la mise en service du Grand Paris Express, une richesse supplémentaire par rapport à la croissance naturelle de la région de 4 à 5 milliards d'euros par an à l'échelle de l'Ile-de-France est donc envisageable ainsi que 100.000 emplois de plus. » (« Grand Paris Express : "Le futur métro aura un impact social majeur" », *L'Obs Economie*, Interview de Philippe Yvin, responsable de la Société du Grand Paris, 10/07/2017).